



Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 125

" Réfléchir à changer "

Mai 2021

Impacts de l'insécurité sur le secteur privé



Editorial



Si l'insécurité et le sous-développement peuvent se nourrir l'un de l'autre, il importe de s'attaquer pas seulement aux organisations terroristes mais aussi de résoudre les graves problèmes économiques existants et aggravés par l'insécurité. Du reste, il est démontré que les programmes de développement économique ont une certaine efficacité

dans la lutte contre l'extrémisme violent et l'insécurité.

Sans pour autant baisser la garde en ce qui concerne les moyens de dissuasion militaires et sécuritaires, il faut s'attaquer aux questions de diversification de l'économie, à la compétitivité des entreprises et à la prise en charge des impacts de la difficile situation sécuritaire que vit le pays depuis 2012. La diversification de l'économie, notamment par l'industrialisation dans notre cas, réduirait sensiblement l'effet économique de l'insécurité puisqu'il a été montré que le terrorisme n'a pas d'effet significatif sur les économies les plus diversifiées et les plus à même de procéder rapidement à des réallocations de ressources.

Massa Coulibaly

Introduction

Six secteurs d'activités ont pu être couverts, à savoir (i) le tourisme et l'hôtellerie, (ii) le secteur des transports terrestres, (iii) le secteur minier industriel, (iv) le secteur des BTP, (v) le secteur bancaire, (vi) le secteur agricole. Invariablement, les discussions ont porté sur (i) les organisations faitières, pour en savoir un peu plus sur l'adhésion, le fonctionnement et la gouvernance, (ii) les impacts de l'insécurité sur les affaires, (iii) les mesures prises à l'interne et en dehors des secteurs pour faire face auxdits impacts, (iv) les recommandations des corporations pour atténuer les impacts voire pour en savoir davantage sur leur ampleur.

1. Tourisme et hôtellerie

Quel que soit l'interlocuteur, ce secteur semble être le plus touché directement par l'insécurité dans le pays et cela depuis l'éclatement de la crise en 2012 quand on sait que la plupart des clients du secteur sont des étrangers à qui les autorités de leurs pays d'origine ne cessent de déconseiller la destination Mali quand les chancelleries occidentales ne demandent pas à leurs ressortissants de ne fréquenter que les hôtels 4 ou 5 étoiles. La période 2016-2018 aura été marquée par l'annulation de beaucoup de réservations de chambres d'hôtel, la chute de la fréquentation des chambres et des restaurants et un bilan négatif qu'affichent la plupart des structures hôtelières, particulièrement à Bamako, Mopti et Ségou, avec le cas extrême de fermeture de tous les hôtels à Gao. Au cours des entretiens, un responsable d'hôtel de Bamako a rapporté que son établissement a connu 15 mois de chômage technique, un doublement de l'encours de son prêt bancaire et une perte de son ADIT (Acompte sur divers impôts et taxes) de près de 2 millions faute d'activités.

Les opérateurs touristiques rapportent que 90% des agences de voyage ont fermé, les ventes des survivantes ont baissé de moitié et qu'il n'y a pas plus de 1% des guides touristiques en activité. Aussi, l'activité voyage est-elle partie à vau-l'eau pour que ne subsiste que le pèlerinage d'autant plus qu'il n'y a presque plus d'arrivée de touristes au Mali avec comme conséquence la fermeture de beaucoup d'agences et d'hôtels ainsi que de restaurants surtout à Mopti, Bandiagara, Koro et Bankass.

Au chapitre des mesures prises ou à prendre pour atténuer l'impact de l'insécurité, les hôteliers disent avoir pris quelques mesures de sécurisation en équipements et formation du personnel mais cela grève les coûts, représentant près des trois quarts des investissements dans la seule sécurisation des sites. Les agences de voyages ont obtenu comme mesures des pouvoirs publics que 85% des pèlerins à la Mecque soient réservées aux opérateurs privés contre 15% à la filière gouvernementale. Certaines mesures souhaitées n'ont jusqu'ici pas pu aboutir, entre autres la baisse de certaines charges telles que le gel des impôts et taxes, ainsi que des charges sociales, un moratoire sur les frais d'électricité.

2. Transport terrestre

Certains axes routiers sont célèbres pour leur insécurité tels que Diabali – Sévaré – Ménaka – Tessalit – Kidal, etc. Le très mauvais état des routes en rajoute à l'insécurité routière aussi grave que l'insécurité tout court. Le palliatif de l'escorte militaire des véhicules de transport de passagers engendre des coûts supplémentaires, 18'000 fcfa à l'aller comme au retour sur l'axe Bamako-Sikasso jusqu'à 900'000 fcfa par mois et par compagnie en Côte d'Ivoire, malgré

tout, les passagers sont rançonnés le long des trajets. Résultat, le transport serait en passe de disparaître, aussi les auto-gares sont-elles remplies d'anciens transporteurs désœuvrés.

Les transporteurs auraient demandé en vain l'exonération des véhicules de transport et la subvention du transport public urbain comme cela serait le cas dans la plupart des pays, d'où leur décompte de 3000 SOTRAMA en circulation sur un parc de 10'000 et le fait que toujours selon eux, 80% des bus et benes en circulation appartiennent non pas à des transporteurs privés mais à des fonctionnaires. En lieu et place des escortes militaires, les transporteurs avaient suggéré des patrouilles mobiles (militaires et/ou gendarmes) tous les 50 km le long des routes nationales comme ce serait le cas au Burkina Faso. Les interlocuteurs rapportent que la Banque mondiale était prête à les financer pour 10 millions de fcfa en équipements en laissant le carburant à la charge de l'Etat qui n'aurait pas accepté.

3. Secteur minier

En réalité, le secteur serait beaucoup plus victime de l'orpaillage que de l'extrémisme violent ou du terrorisme, illustré parfaitement par les incidents de Kobada qui ont défrayé la chronique avec une perte estimée à 2.7 milliards fcfa. Les mesures à prendre consisteraient davantage à sécuriser les sites miniers que ne cessent de squatter les orpailleurs. Mais, nos interlocuteurs précisent que chaque fois qu'ils s'adressent à l'Etat pour sécuriser les sites, ce dernier leur répond qu'il n'a pas autant d'éléments et pour le Nord et pour les sites miniers sauf si l'on paie. Si le secteur prend un coup, il sera difficile de faire revenir les investisseurs. Il faudrait que l'Etat trace des couloirs d'orpaillage alors qu'aujourd'hui, ce sont les compagnies minières elles-mêmes qui donnent ces couloirs aux orpailleurs en lieu et place de l'Etat à qui incomberait cette responsabilité.

4. Secteur des BTP

Du fait de l'insécurité, des entreprises de BTP ont disparu et celles qui subsistent auraient perdu le tiers de leurs chiffres d'affaires et ne peuvent plus prendre le risque d'ouvrir plusieurs chantiers à la fois. Les entreprises comme les ouvrages sont des cibles des attaques terroristes, ainsi un ouvrage réalisé à Ansongo par le génie militaire a été détruit par des terroristes. Des chantiers sont à l'arrêt comme la route Gao – Bourem, la plupart des chantiers de Tombouctou et il est de plus en plus difficile de faire venir au Mali des experts étrangers sans compter que certaines entreprises étrangères refusent de venir au Mali même pas à Kayes pour fabriquer et livrer certains matériaux dont ils ont la maîtrise. Les coûts d'intervention dans les zones d'insécurité sont majorés des frais de sécurisation. Ainsi, à partir de Sévaré, l'entrepreneur venu d'ailleurs ne peut utiliser ses propres véhicules mais doit plutôt en louer plus cher auprès des autochtones. De même, des primes de sécurité sont demandées par ses ouvriers à l'instar des fonctionnaires qui ont des primes de zones, ce que les entreprises ont du mal à accepter au motif que "payer des primes de sécurité, c'est admettre qu'elles mettent leurs travailleurs en insécurité". Un des plus graves impacts de l'insécurité sur le secteur et qui dure dans le temps est, selon nos interlocuteurs, l'arrêt des financements des grands travaux de la part des bailleurs de fonds y compris de la Chine qui lésine à financer des projets d'infrastructures.

Les entrepreneurs admettent qu'ils ne peuvent prendre des mesures à Bamako pour leurs activités au Nord où selon eux seuls les membres des mouvements armés peuvent faire des forages, lesquels leur demandent de s'en remettre à eux pour leur sécurité, ce qu'ils ne peuvent

accepter car ce serait "coopérer avec des terroristes et donc financer des gens qui font du terrorisme".

5. Secteur bancaire

Directement, les terroristes se sont attaqués à des banques avec enlèvement des coffres-forts surtout à Gao et Kidal et aujourd'hui il n'y a pas une seule banque qui opère dans la région de Kidal. Indirectement, tout secteur affecté influe sur les banques e.g. "ce qui affecte les touristes affecte les banques parce qu'ils voyagent rarement avec du cash, donc le fait que le tourisme soit à terre affecte les banques". A cause de l'insécurité dans le pays, l'image des banques vis-à-vis des partenaires extérieurs prend un coup. Aussi les opérations avec l'extérieur se sont-elles renchériées e.g. la plupart des correspondants demandent de payer au comptant à cause du risque pays. Le terrorisme et l'extrémisme violent ont affecté les plans de développement des banques en les rendant réticentes à ouvrir de nouvelles agences surtout dans les zones d'insécurité et leurs environs.

Désormais, au niveau de chaque banque, il y a un responsable de sécurité et des plans d'évacuation en cas d'attaque existent. Au niveau de la faitière (Association professionnelle des banques et établissements financiers), il existe une cellule de veille qui demande la fermeture des banques à chaque alerte e.g. Banamba et Niono, même à Bamako il est déjà arrivé qu'elle demande aux banques de fermer plus tôt que prévu comme le 5 avril 2019 lors de la marche à l'appel du Haut conseil islamique pour la démission du premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga.

6. Secteur agricole

L'impact de l'insécurité sur ce secteur s'est particulièrement illustré dans les activités d'élevage et la culture de certaines spéculations ou de cueillette. Dans le domaine de l'élevage, il y a eu des pertes de bétail avec des fois tueries de bergers aussi bien par des jihadistes, des bandits que par des chasseurs traditionnels voire par des militaires qui les assimilaient à tort ou à raison à des jihadistes. Il nous a été témoigné que "des bergers étaient tués et leur bétail vendu en Mauritanie". Selon ces mêmes témoignages, aujourd'hui comme hier, les bergers sont aux prises avec les agriculteurs, de sorte que depuis un an, il n'y a plus une seule tête de bœuf dans la zone de Macina où l'on enregistre également de nombreux cas de déplacements d'éleveurs, plus de 629 familles, à cause de l'insécurité.

Dans le sous-secteur de l'agriculture, l'accent est mis par nos interlocuteurs exportateurs de produits de cueillette, sur l'impact très négatif sur l'exploitation de la gomme arabique particulièrement au Nord et au Centre qui sont des zones de production par excellence. L'insécurité a marqué un coup d'arrêt à la collecte des produits en brousse du fait du dépouillement constant des collecteurs de leurs motos, de leurs sous et de tout autre bien de valeur retrouvé sur eux. Dans les zones sous contrôle islamiste, les femmes sont interdites de travail a fortiori sortir pour aller cueillir en brousse de la gomme arabique. Au total, plus de 1500 collecteurs, jeunes et femmes, ont dû abandonner l'activité de collecte de produits de cueillette. Au-delà de la cueillette, il semble que bien d'autres sous-secteurs agricoles ont pâti de l'insécurité avec le manque d'emploi des jeunes ruraux en l'absence de diversification des activités génératrices de revenus. C'est le cas dans la zone agricole de Koro, jadis principal bassin d'approvisionnement en haricot des marchés de Bamako, ou encore de celle de Monimpébougou réputée pour sa production de céréales à destination de Niono et de Ségou.